

**Tim Phillips [00:00:00] :**

Bienvenue dans ce VoxTalks Economics, enregistré en direct au PSE CEPR Policy Forum à l'École d'économie de Paris. Je suis Tim Phillips.

Dans cet épisode, nous verrons comment nous pouvons faire en sorte que la recherche économique influence le débat politique, selon la vision de deux des personnes susceptibles d'exercer cette influence. Toute la semaine, nous avons eu des conversations politiques pour clôturer chaque journée de cette conférence. Mais l'économie ne devient une politique que si la recherche incite quelqu'un au pouvoir à agir. Au Royaume-Uni, depuis 50 ans, l'institut de recherche le plus réputé est l'Institute for Fiscal Studies, l'IFS, dont le directeur, Paul Johnson, est ici aujourd'hui. Paul, soyez le bienvenu.

**Paul Johnson [00:00:56] :**

Bonjour. Merci beaucoup.

**Tim Phillips [00:00:58] :**

En France, l'Institut pour les Politiques Publiques (IPP) est beaucoup plus jeune, il n'a qu'une dizaine d'années. Il fonctionne sur le même modèle. Et nous avons aussi le directeur, Antoine Bozio. Antoine, soyez le bienvenu.

**Antoine Bozio [00:01:09] :**

Bonjour.

**Tim Phillips [00:01:09] :**

Antoine, tout d'abord, ce n'est pas un hasard si l'IPP a le même modèle que l'IFS. Est-ce parce que vous avez déjà travaillé avec l'IFS ?

**Antoine Bozio [00:01:19] :**

C'est vrai. Après mon doctorat à PSE, j'ai rejoint l'IFS et j'ai découvert à quel point ce modèle était merveilleux pour mener des recherches de haute qualité ayant un impact sur les politiques. Pendant toutes ces années passées à l'IFS, je me suis dit qu'il y avait un pays que je connaissais bien et qui pourrait bénéficier d'un institut comme l'IFS. Par chance, on m'a confié la tâche ambitieuse d'essayer de mettre en place quelque chose comme l'IFS dans ce pays. C'est ainsi qu'est né l'IPP, l'Institut des politiques publiques, que l'on peut traduire à la fois en anglais et en français. *Institute of public Policy*, IPP, le même acronyme, c'est très utile.

**Tim Phillips [00:01:57] :**

C'est très utile. Qu'est-ce qui vous a fait penser que l'IFS était une bonne chose et que nous pourrions en avoir l'utilité en France ?

**Antoine Bozio [00:02:05] :**

Pour moi, il est clair que les deux éléments étaient, tout d'abord, un lien avec une recherche universitaire de haute qualité. Fondée sur la science. Essayer de s'appuyer sur les meilleures données, les meilleures méthodes, essayer de faire quelque chose de reconnu par les méthodes internationales, les pairs, les revues à comité de lecture, les publications. Et d'autre part être en phase avec les demandes sociales, avec les informations, avec la demande politique d'être dans le bon tempo, d'être capable de communiquer lorsque les gens ont besoin de réponses ou d'explications sur la façon dont les politiques peuvent ou pourraient fonctionner. C'est ce véritable équilibre que l'IFS atteignait et que nous voulions reproduire ici en France.

**Tim Phillips [00:02:45] :**

Pour tous ceux qui ne vivent pas au Royaume-Uni, l'IFS a une forte présence dans les médias. C'est inhabituel pour moi d'entendre la voix de Paul alors que je ne suis pas en train de prendre mon petit-déjeuner. Parce que vous êtes la personne de référence pour les journalistes qui veulent comprendre ce qui se passe au niveau de la politique gouvernementale. J'ai dit au début que pour que la recherche soit utile, elle doit se traduire par une sorte d'action politique. Est-ce juste ? S'agit-il parfois pour vous simplement de vérifier les chiffres annoncés ?

**Paul Johnson [00:03:16] :**

Tout ce que nous faisons à l'IFS, nous essayons, comme le disait Antoine, de nous assurer qu'il s'agit à la fois d'un travail académique sérieux et de haute qualité, basé sur une analyse empirique, et d'un travail intéressant et utile pour la politique publique. Maintenant, une partie de ce que nous faisons est plus du côté académique et une autre partie est plus du côté de l'impact sur les politiques publiques. Mais l'objectif de l'IFS est en fin de compte d'utiliser cette recherche de très haute qualité pour essayer d'informer les gens, en partie en informant directement les gens, en partie en s'engageant directement avec les décideurs politiques, afin d'avoir une certaine influence sur la politique. Si l'on considère le désordre dans lequel se trouve une grande partie de la politique au Royaume-Uni, on peut dire que nous n'avons pas eu beaucoup de succès dans certains de ces domaines. Mais il ne fait aucun doute qu'il existe une demande d'analyses indépendantes et de qualité, et de personnes que les journalistes, les hommes politiques et d'autres peuvent consulter et en qui ils peuvent avoir confiance pour traduire, dans une certaine mesure, certains travaux universitaires et communiquer ce que nous savons dans les domaines dans lesquels nous travaillons.

**Tim Phillips [00:04:12] :**

Être indépendant, être objectif de cette manière, doit être assez difficile à maintenir parce que vous devez toujours avoir une opinion, vous ne pouvez pas être neutre, vous devez dire que certaines choses fonctionnent, d'autres non, que certaines décisions sont judicieuses, d'autres non. Avez-vous un ensemble de règles, de principes ?

**Paul Johnson [00:04:33] :**

Vous avez raison, en fin de compte, personne ne peut être purement objectif. Les choses que vous décidez de dire, par exemple, ou les résultats que vous décidez de communiquer, disent quelque chose sur ce que vous pensez être important. Très souvent, nous essayons de formuler ce que nous disons de la manière suivante : si vous voulez atteindre tel objectif, cette politique vous permettra ou non d'y parvenir. Nous ne nous prononçons donc pas sur la question de savoir si vous voulez atteindre tel ou tel objectif. Et dans certains domaines, nous sommes beaucoup plus prudents que d'autres, je pense. Ainsi, je pense qu'il est juste de dire que nous n'avons pas d'opinion sur le bon niveau d'inégalité, par exemple. Mais si vous êtes préoccupés par les inégalités, nous vous dirons que voici quelques mesures qui pourraient être efficaces et les coûts qu'elles impliquent. Et voici quel serait l'impact de la politique gouvernementale. Comme nous en parlions juste avant ce podcast, Tim, certains des domaines où cela devient le plus difficile, je pense, pour un groupe de personnes travaillant sur l'économie, sont en fait ceux où il y a eu, comme les gens le savent, deux référendums au Royaume-Uni au cours de la dernière décennie, l'un sur l'indépendance de l'Écosse, l'autre sur le Brexit. L'économie est vraiment très simple dans les deux cas, il nous a semblé qu'il ne s'agissait pas d'une déclaration sur ce que nous pensions des droits et des torts de l'indépendance écossaise ou des droits et des torts du Brexit. Mais lorsque nous parlions d'économie et de ce que l'économie nous disait à ce sujet, nous avons donné l'impression au public l'impression de ne pas être indépendants, en fait. Nous étions indépendants parce que nous estimions qu'il était juste de communiquer ce qui était le point de vue accepté et clairement correct de l'économie.

**Tim Phillips [00:06:05] :**

Antoine, à quel point faut-il être prudent en France ? J'ai remarqué que certaines décisions politiques du gouvernement semblent avoir dérangé pas mal de monde ces dernières années.

**Antoine Bozio [00:06:15] :**

Oui, l'environnement politique en France est très différent de celui du Royaume-Uni. En France, il y a une longue tradition d'engagement des intellectuels, d'engagement politique comme quelque chose de très positif. Alors qu'essayer d'être neutre n'est pas perçu comme quelque chose de très positif. Il n'était donc pas évident, dans cet environnement, de dire comment nous voulions présenter l'IPP. En essayant de contribuer au débat politique, en étant non partisan et en étant impartial dans toutes les communications. J'ai été extrêmement prudent et je le suis toujours dans la manière dont nous communiquons. J'essayais de me souvenir de ce que j'avais appris à l'IFS et exactement de ce que Paul disait, à savoir que si vous voulez atteindre tel objectif, voici les options. Mais j'ai réalisé que, bien que nous ayons une longue tradition d'engagement politique en France, il y avait également une demande sociale très forte pour une structure ou une institution qui présenterait une lecture qui ne vous dirait pas pour quoi vous devriez voter, sur quoi vous devriez avoir un avis, si c'est bon ou mauvais, mais qui dirait : quels sont les faits sous-jacents ? Que savons-nous et que ne savons-nous pas ? Il est également très important de mettre cela en avant.

**Tim Phillips [00:07:27] :**

Je me souviens d'avoir couvert, il y a quelques années, les travaux de Stefanie Stantcheva à Harvard sur la polarisation des opinions politiques. Et ce n'est plus tant qu'ils ne sont pas

d'accord sur l'interprétation des faits, c'est qu'ils ne sont même pas d'accord sur les faits. Est-ce que d'autres personnes qui essaient d'influencer la politique vous rejettent alors que vous ne dites pas des choses qui les satisfont ? Vous critiquent-ils ?

**Antoine Bozio [00:07:54] :**

Nous sommes souvent rejetés et critiqués. Mais il y a une chose dont je me suis rendu compte, c'est que l'important est de s'assurer qu'en moyenne, ce ne sont pas les mêmes personnes, que ce ne soit jamais toujours du même côté que nous sommes critiqués, que nous recevons des critiques ou des applaudissements lorsque cela va dans le sens de ce que ces gens attendent. Ce que j'ai essayé de faire valoir, c'est que le but de notre travail n'est pas de changer vos objectifs ou vos opinions politiques, mais de vous fournir des faits et une compréhension qui vous aideront, quel que soit votre objectif politique, à mettre en place une meilleure politique. Et je pense que cela peut être atteint en insistant sur le fait que ce n'est jamais noir ou blanc en termes de résultat, de subtilité du résultat. La difficulté de la communication dans un environnement de presse, dans les médias, est d'essayer d'être suffisamment subtil pour ne pas donner l'impression de prendre parti.

**Tim Phillips [00:08:51] :**

Paul, vous avez une longue, très longue carrière dans ce domaine. Encore une fois, il y a beaucoup d'intérêts particuliers au Royaume-Uni, des choses comme le service de santé, ce que nous faisons de l'éducation, les biens et services publiques, ce sont tous des sujets très chauds. Comment réussissiez-vous à offenser tout le monde, de manière égale ?

**Paul Johnson [00:09:19] :**

Comme le dit Antoine, il est très important de ne pas contrarier les mêmes personnes tout le temps. Et de fait, ce n'est pas le cas. Je veux dire que nous recevons pas mal de critiques de la part de la droite. Nous disons ce que nous pensons être vrai, à savoir par exemple que si vous voulez un État-providence du type de celui que nous avons actuellement, nous devons augmenter les impôts au cours des prochaines années. C'est une chose dont les gens ne veulent pas parler, pour des raisons évidentes. C'est très mal perçu par certaines personnes, même si, en fait, comme nous le voyons actuellement, les impôts augmentent pour atteindre leur plus haut niveau historique au Royaume-Uni, à peu près essentiellement comme nous l'avions prévu. Cela nous rend donc très impopulaires. Mais de la même manière, lorsque vous soulignez que si vous voulez, comme le souhaitent souvent les gens de gauche, dépenser beaucoup plus, que ce soit dans le domaine de la santé, de l'éducation ou autre, alors cela a un coût et ce n'est pas gratuit. Et bien sûr, les politiciens, en fait, tous les êtres humains, veulent être rasés gratis n'est-ce pas ? Et malheureusement, nous sommes souvent dans la position désagréable de souligner qu'en fait, ce n'est pas possible. Et cela agace les gens, tout comme le fait de souligner certaines réalités concernant les problèmes de financement du NHS, ou le fait que nous devons faire un choix concernant les salaires des médecins et des infirmières, ce qui est un très gros problème au Royaume-Uni en ce moment. Nous souffrons d'une grave pénurie d'enseignants, qui est liée aux décisions prises en matière de rémunération et nous avons encore des arbitrages extrêmement difficiles à prendre pour concevoir nos systèmes de sécurité sociale ou de retraite. Et l'une des choses qui, je pense, est très commune entre nous est la thèse de mon livre., Si je peux me permettre de faire de la publicité pour mon livre que j'ai

récemment publié et qui s'intitule Follow the Money. Le seul thème de ce livre, contrairement à la plupart des livres qui vous offrent des réponses simples d'un genre ou d'un autre, est que nous faisons face à des questions vraiment difficiles. Où que vous regardiez, il y a des compromis à faire. Vous pouvez avoir un peu de ceci, mais si vous avez un peu de cela, cela va vous coûter plus cher, etc. Et tout au long de notre travail à l'IFS, ce que nous essayons de faire en fin de compte, je pense, c'est de souligner l'importance de ces compromis, et qu'en fait, il n'y a pas de politiques qui améliorent la situation de tout le monde. Quoi que vous fassiez, vous allez contrarier quelqu'un et vous devez faire des compromis. Notre point de vue, mon point de vue, est que nous avons fait, d'un point de vue économique, les mauvais compromis pendant un certain temps. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nos performances économiques sont si médiocres.

**Voiceover [00:11:36] :**

Paul Johnson est directeur de l'Institute for Fiscal Studies. Bonjour, Paul. Bonjour.

**Voiceover [00:11:36] :**

Bonjour, Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques.

**Voix off [00:11:54] :**

Je m'appelle Paul Johnson. Je suis directeur de l'IFS. Bienvenue.

**Voix off [00:12:02] :**

Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques (IPP).

**Tim Phillips [00:12:09] :**

Il y a probablement des personnes travaillant dans le domaine de la recherche économique qui écoutent cela en ce moment et qui se disent qu'elles pourraient faire passer ces idées. Pourquoi faut-il une organisation comme l'IPP, l'IFS, pour le faire, plutôt que des départements universitaires individuels ou même des professeurs d'économie individuels ? Quel est l'avantage d'une telle démarche ?

**Paul Johnson [00:12:30] :**

Eh bien, l'un des avantages sur le plan organisationnel est un certain degré d'autocratie, si je suis honnête, dans un département universitaire, à juste titre, les gens ont la liberté académique, mais mes collègues ne l'ont pas. Je ne leur permets pas de dire des choses qui ne sont pas objectives, claires, étayées par la recherche et très impartiales. C'est un point important, parce qu'en fait, si vous êtes journaliste et que vous avez des centaines, des milliers d'économistes universitaires, comment pouvez-vous les identifier ? Eh bien, vous ne pouvez pas repérer, je pense, un département où tout le monde va suivre la même ligne, pour ainsi dire, en termes de clarté et d'objectivité, etc. Maintenant, il y a un petit nombre d'universitaires, et c'est vraiment un petit nombre au Royaume-Uni, qui ont obtenu cette position, et c'est

fantastique. Mais ce que fait l'IFS, c'est que, en partie grâce aux journalistes, tout le monde sait ce qu'il obtient lorsqu'il vient à l'IFS. Ils savent que non seulement nous connaissons l'économie, mais que nous nous efforçons également de comprendre les cadres institutionnels, l'arrière-plan politique et le contexte dans lequel tout cela s'inscrit. Notre personnel est formé à la communication parallèlement à la formation économique qu'il reçoit, et c'est terriblement important.

Et bien sûr, si vous êtes un universitaire, en particulier si vous essayez d'être titularisé, la seule chose qui compte pour votre carrière, ce sont les résultats de vos recherches universitaires. Tout le reste peut donc être une source de distraction. Encore une fois, si vous n'avez pas ces problématiques, alors vous pouvez valoriser les gens pour d'autres aspects que les seuls résultats académiques, et c'est ce que nous faisons. Les publications universitaires sont importantes pour nous, car nous voulons que nos travaux soient évalués par des pairs et publiés dans les meilleurs endroits. Mais ce n'est pas la seule chose qui compte. Nous récompensons également les membres du personnel pour leur excellence en matière de communication et d'impact sur la politique.

**Tim Phillips [00:14:16] :**

Oui, c'est une idée que j'ai pu entendre cette semaine. Esther Duflo, Thomas Piketty, ce sont des personnes qui ont une vision très forte du monde. Encore une fois, des opinions comme celles-là sont-elles mieux canalisées par une structure comme l'IPP ?

**Antoine Bozio [00:14:30] :**

Je ne pense pas que les points de vue des universitaires les plus éminents qui ont innové dans la discipline changent les opinions ou la compréhension. Cela ne vaut pas vraiment la peine d'être exprimé dans les médias et d'être lu dans les livres. Et je pense que c'est très bien. C'est fantastique. Ce que je trouve que des institutions comme l'IFS ou l'IPP, d'une manière beaucoup plus modeste, essaient de faire, c'est d'avoir un personnel et une organisation capables de répondre à la demande sociale d'une manière plus opportune. Parce qu'il y a un travail organisé tout au long de l'année, des années, devrais-je dire, qui nous permet de répondre à cette demande sociale en temps opportun, ce qui est impossible pour un chercheur individuel, même s'il est brillant dans ses compétences de communication et de recherche. Mais je pense que c'est une chose qui permet à l'IFS ou à l'IPP d'être en mesure d'apporter à la demande sociale et à l'actualité les résultats de la recherche. Un exemple, qui m'a toujours impressionné à l'IFS, et je ne pense pas que nous soyons encore capables de le faire à l'IPP, est la manière de réagir aux annonces budgétaires...

**Tim Phillips [00:15:42] :**

Oui, j'allais en parler. Oui.

**Antoine Bozio [00:15:44] :**

Chaque année, lorsque j'étais à l'IFS, j'étais vraiment impressionné par la rapidité avec laquelle l'IFS parvenait à produire des analyses de premier ordre. Mais en fait, la leçon importante n'est

pas qu'ils fassent cela du jour au lendemain. C'est le résultat d'un travail acharné pendant des années pour que tous les modèles soient prêts, pour être prêt à analyser, pour savoir comment interpréter, pour savoir comment présenter. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. C'est le résultat d'un travail de longue haleine qui se fait tous les jours. Et cela ne peut se faire qu'au niveau d'un institut. On ne peut pas le faire au niveau individuel.

**Tim Phillips [00:16:19] :**

J'imagine que le jour du budget est un jour que vous attendez avec impatience, Paul, où tout le monde veut avoir votre réaction, littéralement. Au fur et à mesure que ces annonces, ces annonces de politique fiscale sont faites.

**Paul Johnson [00:16:33] :**

Je suis impatient jusqu'à un certain point, oui. J'aimerais me faire l'écho de ce qu'a dit Antoine. L'importance de la mémoire institutionnelle, du savoir institutionnel accumulé sur une longue période est ici vitale, nous utilisons les descendants de modèles et d'ensembles de données qui ont été élaborés il y a des décennies par des personnes complètement différentes. Et encore une fois, je pense que c'est très difficile à réaliser dans un département universitaire, par exemple. Mais pour en revenir à votre question sur le budget, oui, les budgets sont assez amusants pour les fiscalistes que nous sommes. Ils ont lieu potentiellement deux fois par an au Royaume-Uni. En général, les annonces sont faites, et presque immédiatement, on me demande de donner des réponses immédiates. Mais nous travaillerons ensuite toute la nuit pour analyser de manière beaucoup plus détaillée ce qui a été dit, de sorte que nous serons en mesure, dans les 16 heures ou quelque chose comme ça, d'avoir une heure ou 90 minutes de présentation vraiment détaillées avec des douzaines de graphiques, de tableaux et de chiffres montrant ce que sont les conséquences pour les finances publiques. « Voilà ce qui ne va pas avec cette politique fiscale ». « Voilà pourquoi cette politique fiscale a du sens », ou « voilà l'effet incitatif qui viendra des changements apportés au système d'aide sociale ». Il est très important de le faire rapidement, car si vous ne le faites pas dans les 24 heures, tout le monde a oublié. Personne ne s'y intéresse.

**Tim Phillips [00:17:48] :**

Pourtant, l'actualité se poursuit.

**Paul Johnson [00:17:50] :**

L'actualité évolue ridiculement vite. Je veux dire qu'il est ridicule de penser que les médias vont s'enthousiasmer pour un sujet pendant 24 heures et qu'il sera vraiment au sommet de l'actualité. Si vous produisez quelque chose 24 heures plus tard, cela n'intéresse plus personne. Je ne pense pas que ce soit un bon monde, mais c'est le monde dans lequel nous vivons. Nous devons y répondre.

**Tim Phillips [00:18:08] :**

Est-ce la même chose ici, Antoine ?

**Antoine Bozio [00:18:10] :**

C'est un peu différent, je pense à plusieurs égards, en ce sens que jusqu'à ce que nous commençons à faire de l'analyse budgétaire, il n'y avait pas vraiment d'autre analyse externe indépendante, pas du tout. Dans le budget, le gouvernement disait voici les chiffres, voici les chiffres du ministère des finances. Personne ne peut les remettre en question. Les députés n'avaient pas non plus beaucoup de ressources pour discuter des éléments du budget, de son impact. Je pense donc que nous nous trouvons dans un environnement où il y avait une forte demande sociale pour une analyse indépendante. Ces chiffres donnent-ils les résultats annoncés ? Qu'est-ce que cela signifie quand on essaye de traduire les documents envoyés par le ministère ? Cet environnement était donc très différent. Je pense que nous sommes également très différents parce que notre position est très différente de celle de l'IFS dans le sens où nous n'avons pas encore toute l'expérience et l'expertise sur toutes les questions qu'un budget peut aborder. Nous ne sommes donc pas en mesure de répondre en 24 heures. Nous annonçons quelques éléments, puis nous disons que nous devons travailler sur certaines questions parce que nous ne sommes pas encore prêts à fournir une analyse. Mais un mois plus tard, lorsque nous publions toutes sortes d'analyses, il y a toujours une grande couverture médiatique parce que la demande sociale est extrêmement élevée. Il n'y a pas beaucoup d'autres analyses, et la demande est donc très forte. Et je pense qu'à mon avis, la demande sociale est en fait trop élevée par rapport à ce que nous pouvons offrir aujourd'hui en termes d'analyse. Pour moi, l'un des principaux objectifs pour l'avenir est d'être en mesure d'obtenir davantage de financement permanent qui nous permette de mieux nous préparer à l'analyse, de travailler sur nos modèles et ainsi de suite, de sorte que lorsque le besoin de produire une analyse se fait sentir, nous puissions le faire plus rapidement et être plus réactifs et plus complets. L'un des problèmes que je rencontre est que nous ne sommes parfois en mesure d'effectuer qu'une analyse partielle parce que nous ne disposons pas des outils nécessaires pour évaluer certains éléments importants du budget. Et parfois, les éléments clés du budget se trouvent dans ces parties de ces annonces, qui ne sont pas celles que nous pouvons bien couvrir. Si l'on pense à l'impartialité, toutes ces limitations nous rendent timides dans notre analyse parce que nous ne couvrons pas complètement toutes les annonces qui comptent vraiment. Nous devons être plus complets dans notre analyse. Par exemple, nous sommes bons en matière d'impôts, mais pas très bons en matière de dépenses. Et si sur une période il y a eu beaucoup de décisions sur les dépenses, alors nous dirons qu'il ne s'est rien passé dans le budget, alors qu'en fait il s'est passé beaucoup de choses dans le budget.

**Tim Phillips [00:20:42] :**

Pour être juste. Antoine, cela ne fait pas longtemps que vous travaillez dans ce domaine, comparé à l'IFS, et il reste donc du temps. Si l'on regarde vers l'avenir, il y a beaucoup de décisions politiques difficiles qui vont être prises. Pour lesquelles pensez-vous avoir le plus à dire lorsque elles seront annoncées ? Paul ?

**Paul Johnson [00:20:59] :**

Mince, il y en a vraiment beaucoup dans le contexte britannique. Nous commençons à penser aux élections qui devraient avoir lieu à l'automne 2024. Oui, je pense que cela va être une sacrée élection et je ne vais pas m'étendre sur les aspects politiques de cette élection, mais l'une des raisons de l'attention est que nous savons un an à l'avance, à peu près, quand ces élections auront

lieu. Et nous ne le savions pas depuis 2015, car les deux dernières élections nous ont été imposées. Je pense donc que l'une des choses que nous tenons à faire est d'essayer de commencer à définir le contexte et l'ordre du jour des grands choix qui s'annoncent. Il est clair que la croissance économique est très lente. Les impôts augmentent assez rapidement, en partie à cause de cette faible croissance, en partie à cause des taux d'intérêt élevés. Les projections indiquent qu'il n'y a pratiquement pas d'argent pour augmenter les dépenses au cours des quatre ou cinq prochaines années, dans un contexte où les demandes de dépenses sont très, très élevées, en particulier dans le domaine de la santé, reflétant notamment certains changements démographiques, mais aussi parce que nous avons eu une longue période de réduction des dépenses dans des domaines tels que l'éducation. Je pense donc que l'une des choses dont nous allons vraiment parler, ce sont les choix vraiment difficiles auxquels sont confrontés l'électorat et les partis politiques jusqu'aux élections de 2024. Si nous voulons vraiment nous attaquer aux problèmes du NHS et à certains des problèmes que nous rencontrons dans le recrutement des enseignants, cela va coûter de l'argent. Si nous voulons sérieusement dépenser de l'argent, cela impliquera d'augmenter les impôts. Cela ne nous rend pas très populaires, ce n'est pas une chose très heureuse à dire, mais l'analyse est vraiment très, très claire. L'alternative, bien sûr, est de dire aux gens, comme le disent certains du côté conservateur de la politique, qui disent vouloir réduire les impôts, que le défi à relever est de savoir comment réduire les dépenses pour s'aligner à la baisse d'impôt. Et le défi de l'autre côté est clairement le désir d'augmenter la qualité des services publics. Comment allez-vous augmenter les impôts en conséquence ? Telles sont les questions difficiles que nous allons poser non seulement aux hommes politiques, mais aussi, je pense, à la population.

**Tim Phillips [00:22:59] :**

Ce n'est pas la dernière fois que je vous entends à la radio et je pense que vous allez devoir annoncer des nouvelles assez brutales au cours des deux prochaines années. Antoine, dans ce pays, quels sont les principaux problèmes auxquels vous allez devoir faire face ?

**Antoine Bozio [00:23:15] :**

Je pense qu'il y a deux questions principales qui devront être abordées et qui sont difficiles. La première est la question environnementale et la contribution de la France à la décarbonisation et donc à la lutte contre le changement climatique. Comme vous avez pu le voir dans l'actualité au Royaume-Uni, lorsqu'il y a eu une tentative d'augmenter la taxe carbone, il y a eu des émeutes et des mouvements de gilets jaunes pour mettre physiquement un terme à cette politique, il y a clairement des compromis importants à faire sur la façon dont vous voulez avoir des politiques qui augmenteront le prix du carbone, mais qui auront ce type d'effet. Effets très hétérogènes, effets très inégaux, en fonction de la façon dont vous vivez. Où et dans quel type de logement vivez-vous, quelle est la distance qui vous sépare de votre travail et quelle est votre capacité à changer et à faire face à ces changements. Il s'agit là d'un grand défi politique pour les années à venir. Le deuxième défi sera la question de la formation, des compétences et de l'éducation, qui est clairement un grand problème en termes de financement, mais aussi en termes d'organisations et de politiques. Je pense qu'il s'agit là d'une autre grande question que nous devons être en mesure d'aborder et d'analyser pour le public.

**Paul Johnson [00:24:28] :**

Ces deux éléments sont familiers dans le contexte britannique et nous y réfléchissons certainement.

**Tim Phillips [00:24:34] :**

J'ai hâte d'avoir d'autres conversations avec vous deux à ce sujet, mais pour l'instant, Antoine, merci. Paul, merci beaucoup.

**Paul Johnson [00:24:41] :**

Je vous remercie.

**Tim Phillips [00:24:50] :**

Si vous souhaitez lire le livre de Paul, je vous rappelle qu'il s'intitule Follow the Money (Suivez l'argent). Une critique a indiqué qu'il devrait être une lecture obligatoire pour tous les députés.

**Paul Johnson [00:25:00] :**

Absolument. Et pour chaque électeur. Cela fera grimper les ventes.

**Tim Phillips [00:25:03] :**

Je ne sais pas combien de députés écoutent VoxTalks Economics, mais je considère qu'il s'agit là d'une très forte recommandation.

**[Voiceover] [00:25:13] :**

Il s'agit d'un Vox Talk enregistré au Paris School of Economics CEPR Policy Forum, 2023. Si vous aimez ce que vous entendez, abonnez-vous, vous pouvez nous trouver partout où vous écoutez vos podcasts et vous pouvez écouter des extraits d'épisodes passés et futurs en nous suivant sur notre Instagram : VoxTalks Economics.